Un collectif milite pour un revenu de base de 400 euros

Le collectif pour la promotion du revenu de base à la Réunion a vu le jour récemment. Il propose "un revenu inconditionnel, versé à tous les citoyens de la naissance à la mort", rappelle Loïc Damey, son responsable. Femmes au foyer, enfants, étudiants, jeunes… : tous seraient concernés.

Loïc Damey : "Tout le monde a droit à une assistance monétaire" (photo Damien Batou).

SOCIAL

Le concept d'une allocation universelle est défendu par des économistes et des philosophes appartenant à tous les bords politiques, des libertariens aux écologistes et aux socialistes. Cette idée est connue sous le nom de crédit social ou dividende social depuis 1920, par les travaux de Clifford Hugh Douglas, et soutenue par le seul « prix Nobel » d'économie français, Maurice Allais.

L'économiste Marc de Basquiat, auteur d'une thèse en 2011 sur le financement de cette allocation universelle en France, établit ainsi un revenu de base de 400 euros par adulte et 200 euros par enfant, sans toucher aux pensions de retraite ni aux allocations chômage, ni à l'assurance médicale. Mais il n'y aurait plus de RSA, ni d'allocations familiales. Des chiffres qui correspondent à ce que touchent en moyenne les Français via la redistribution sociale. L'idée est de *"ne plus stigmatiser les chômeurs"*, de *"diminuer la bureaucratie"*, de *"favoriser les activités bénévoles"* et d'inciter à *"travailler plus"*. Le revenu de base est en effet cumulable avec d'autres revenus.

Comment serait-il financé en France ? Avec une taxe de 20 % sur tous les revenus, du travail et du capital. *"TVA, octroi de mer, surrémunération pourraient être aussi redistribués"*, avance le collectif pour la promotion du revenu de base à la Réunion, qui se félicite du feu vert de la Commission européenne pour la collecte des signatures pour demander aux institutions européennes d'étudier sérieusement l'option d'un revenu de base européen. Une campagne de douze mois démarre donc pour récolter un million de signatures. *"Facile"*, commente Loïc Damey qui, avec la dizaine de membres du collectif (dont l'association Initiatives Dionysiennes, Open Atlas, AC Agir ensemble contre le chômage de Jean-Pierre Técher), veut ouvrir un débat public pour sensibiliser le plus grand nombre sur ce revenu universel. Concerts, débats… : artistes et citoyens d'horizons divers sont invités à rejoindre le collectif pour défendre cette allocation.

Mais pas question que les politiques s'emparent de la question. *"Le revenu de base est apolitique"*, insiste le responsable du collectif ■

Un concept expérimenté dans de nombreux pays

Plusieurs pays expérimentent déjà l'allocation universelle. Ainsi, **l'Alaska** a mis en place l'Alaska Permanent Fund, un fonds souverain dont le capital est basé sur les revenus miniers et pétroliers de l'État. En **Inde**, plusieurs expérimentations du revenu de base sont en cours et ont permis d'améliorer la scolarisation des enfants, la santé des habitants, la condition des femmes ainsi que l'économie locale. Un succès tel que le gouvernement fédéral compte généraliser l'expérience dans tout le pays. Le **Koweït** a démarré en février 2012 une expérience d'allocation universelle inconditionnelle mais limitée dans le temps pour ses 1,155 millions de citoyens de 1 000 dinars/Citoyen (3 580 dollars/Citoyen). 100 dollars sont accordés en **Namibie**, 40 dollars en **Iran**. En **Angleterre**, le gouvernement de Tony Blair a mis en place, en mai 2003, le Child Trust Fund, une mesure proposée par Bruce Ackerman afin de fournir à chaque enfant un « capital de base » à ses 18 ans. Au **Brésil**, il existe le programme Bolsa Família (créé en 2003) qui offre une allocation pour la nourriture, l'éducation et la santé.
La France est visiblement à la traîne… ■